

“Le monde du partage devra remplacer le partage du monde” CL. Lelouch

Aix-en-Provence, le 26 Mai 2016

La reprise dans l'aérien, La réalité des chiffres : on est loin du compte à la DGAC !

Le combat qui se dessine n'est pas que le combat de notre profession. Il s'agit du combat d'un idéal, celui d'une société juste, économiquement et socialement, qui peu à peu s'efface.

L'ultra-libéralisme est le Graal à atteindre pour certains. Les écarts sociaux se creusent et, alors que nous avons aujourd'hui les moyens de les réduire, le gouvernement choisi de s'enfoncer dans cette voie.

Pire, ce qu'il crée est à l'origine de tous leurs maux. Une inflation nulle, voire une déflation qui ronge l'Europe, est en partie causée par ce manque de retour économique à la "base". Persévérer dans une non reconnaissance des efforts des salariés, c'est entériner une désinflation, et une dette qui augmente mécaniquement, inexorablement.

En ce qui nous concerne par exemple, dans un monde juste et équilibré, un partage de l'excédent budgétaire de 148m€ au tiers pour ses employés serait un juste retour de notre croissance retrouvée.

Rappelons que la France en a retrouvé le chemin, avec +1,3% en 2015 et entre +1,5 et 2% en 2016. Le trafic aérien repart fort, +3,6% sur les quatre premiers mois de l'année en France, et les chiffres devraient se confirmer et même se raffermir pour cet été. Ce simple constat devrait permettre d'atteindre plus de 200m€ d'excédent budgétaire à fin 2016 !

Le budget de la DGAC est calculé en fonction des prévisions de trafic. Si le trafic dépasse de 2% les prévisions, un réajustement est effectué, la DGAC reverse aux compagnies le trop perçu et ne peut donc jamais provisionner pour son avenir et son développement.

Air France

118 millions de bénéfices



Cours action AF-KLM
sur un an

Ryanair

1,24 milliards de
bénéfice (+43%)



Cours action RYR sur
un an

Par ailleurs, certains défendent des améliorations de notre productivité au travers des mesures de flexibilité. Au delà du fait que ce choix est loin d'être unanimement partagé, la moindre des choses serait de s'assurer que cette flexibilité soit payée au juste prix. L'amélioration de la productivité, via cette flexibilité, est estimée entre 10% et 20% à terme, soit entre 100m€ et 200m€ d'excédent budgétaire supplémentaire.

En résumant un peu ce que l'administration doit à ses personnels, c'est près de 60m€ sans contrepartie, et en partant d'un partage des gains de productivité avec l'administration, c'est entre 50m€ et 100m€ pour la productivité supplémentaire.

Traduisez cela comme vous le voudrez, mais vous verrez que les montants sont sans aucune mesure avec les chiffres présentés par le DGAC. En effet, la revalorisation sur 4 ans proposée est d'à peine 1% ... de nos primes ! (moins que la croissance française, et bien en deçà de notre propre croissance dans l'aérien!).

Alors non seulement **le principe d'expérimentations qui conduirait à la division du corps n'est pas envisageable**, mais de plus, si une productivité supplémentaire est demandée, celle-ci ne devrait être envisageable qu'après l'annonce de recrutements, de vraies discussions sur l'avenir des piliers défendus par l'UNSA et avec un retour substantiel vers les agents (bien loin des 430 euros brut annoncés qui compenseraient à peine la perte subie avec l'IECSG).

Le combat qui commence est légitime, nos revendications sont pesées et équilibrées. Nous ICNA, n'avons pas honte de la valeur de notre travail!

En ces temps troublés, nous ICNA, revendiquons un juste partage des richesses !

**Les ICNA ont conscience que le combat
ne fait que commencer.
Ils y sont prêts et se mobilisent
les 3, 4 et 5 juin.**



Notre site : www.icna.fr | Nous contacter : lfmm@icna.fr